

Série « Vers une défense civile non-violente »

Diaporama 3

Les luttes non-violentes contre la dictature communiste en Europe de l'Est

Étienne Godinot

17.05.2017



Les luttes non-violentes contre le communisme en Europe de l'Est

Sommaire

- 1 - Pologne
- 2 - Hongrie
- 3 - Allemagne de l'Est
- 4 - Tchécoslovaquie
- 5 - Roumanie
- 6 - Pays baltes



Sources :

- Revue *Alternatives non-violentes*,
n° 121, Les luttes non-violentes au XX^e siècle (hiver 2001-2002)
n° 151, Berlin 1989, Un mur ne tombe pas tout seul ! (juin 2009)
- Wikipédia

1 - Pologne

- 1976 : création du KOR (*Komitet Obrony Robotników* : Comité de défense des ouvriers), groupement d'intellectuels (Jacek Kuron, Adam Michnik, etc.) qui soutient les mineurs et ouvriers en grève contre la cherté de la vie.
- 16 octobre 1978 : élection de Karol Wojtyła, évêque de Cracovie, comme pape de l'Église catholique.
- 31 août 1980 : création du syndicat *Solidarnosc* ("Solidarité") à la suite de grandes grèves (Lublin, chantiers navals de la Baltique) et d'âpres négociations avec le pouvoir.

Photos : - Adam Michnik
- Karol Wojtyła



La naissance et la montée en puissance de *Solidarnosc*



Le leader de *Solidarnosc*, Lech Walesa est entouré de conseillers du KOR (Kuron, Michnik) et des initiateurs des "universités volantes", Tadeusz Mazowiecki, Bronislaw Geremek, etc.

L'action du syndicat repose sur la non-violence*. Elle est fondée sur l'occupation des entreprises en évitant les débordements de rue. Elle est relayée progressivement par les médias mondiaux puis nationaux.

Photo du haut : Lech Walesa

- * Signalons la rencontre de représentants du *Mouvement pour une alternative non-violente* français avec Adam Michnik, la diffusion de la traduction polonaise du livre de J.-M. Muller *Stratégie de l'action non-violente*

La loi martiale

Solidarnosc, qui regroupe bientôt 10 millions de salariés, concurrence et grignote le pouvoir du *Parti ouvrier unifié*, le Parti communiste polonais.

- 13 décembre 1981 : Par orthodoxie et/ou pour éviter une intervention militaire soviétique, le général Jaruzelski, président de la République populaire de Pologne (et du Parti communiste) instaure « l'état de guerre », emprisonne ou assigne à résidence les leaders de *Solidarnosc*.



Photo : Wojciech Jaruzelski

Une lutte opiniâtre soutenue par la communauté internationale



- La loi martiale est suspendue en juillet 1983, les dirigeants de Solidarnosc sont maintenus en prison, mais le syndicat poursuit son activité souterraine au sein de la plupart des entreprises.
- 11 décembre 1983 : Lech Walesa obtient le prix Nobel de la Paix.
- 19 octobre 1984 : Assassinat de Jerzy Popieluszko par la *SB*, la police politique du régime. Il était prêtre aumônier de *Solidarnosc* et célébrait des "Messes pour la Patrie" dont les sermons étaient diffusés sur *Radio Free Europe*. 500 000 personnes assistent à ses funérailles

Photos : - Jerzy Popieluszko

- Obsèques de J. Popieluszko

Luttes et négociations

- 1986 : Gorbatchev invite Jaruzelski à des ouvertures tout en gardant les rênes, sans donner matière à des contestations trop visibles. Les derniers militants du KOR et de Solidarnosc sont libérés.
- Printemps 1988 : nouvelles grèves importantes en raison des hausses brutales des prix.
- Février à avril 1989 : négociations de la « table ronde » entre le gouvernement et *Solidarnosc*.

- Photo : Mazowiecki, Kiszczak, Walesa, Jaruzelski, Geremek, Rakowski



La victoire de la démocratie



- 4 juin 1989 : premières élections semi-libres, victoire de *Solidarność* et premier gouvernement non communiste dirigé par Tadeusz Mazowiecki.
- 9 décembre 1990 : Lech Walesa devient président de la République.

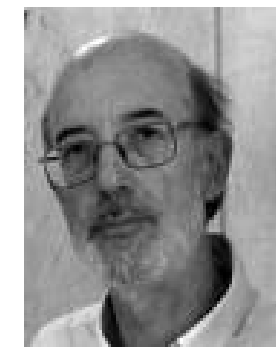
Photos : - Jacek Kuron et Lech Walesa
- L'emblème de la Pologne

2 - Hongrie

- 23 oct. au 10 nov. 1956 : écrasement de l'insurrection hongroise par les chars soviétiques. 3 000 Hongrois sont tués. Le Premier ministre Imre Nagy, arrêté par le KGB, sera pendu dans sa prison à Budapest le 16 juin 1958
- Années 1980 : Les opposants au régime de Janos Kadar (Laszlo Rajk, Janos Kis, Miklos Haraszti) manifestent leur solidarité avec la *Charte 77* en Tchécoslovaquie et avec *Solidarnosc* en Pologne.

Photos :

- Imre Nagy
- Janos Kis, fondateur du journal clandestine *Bezselö* (« le parloir »)



La fin du « rideau de fer »



- 1988 : création de l'*Alliance des démocrates libres*, du *Forum démocratique*, de l'*Union des Jeunes démocrates*. Manifestations pour la réhabilitation d'Imre Naji, 30 ans après son exécution.
- 1989 : Le régime de Kadar accorde un certain pluralisme politique. Arrivée aux commandes de l'État des opposants historiques.
- A partir du 2 mai, le « rideau de fer » (photo du haut) est démantelé par les garde-frontière hongrois. Le 27 juin 1989, les ministres des Affaires étrangères hongrois, Gyula Horn, et autrichien, Aloïs Mock, ouvrent ensemble officiellement le poste frontière de Sopron (photo du bas).



3 - Allemagne de l'Est

- Sous le régime communiste de Erich Honecker, les opposants se retrouvent sous l'aile de l'Église protestante qui lutte pour le désarmement, l'environnement, etc. Des revues indépendantes voient le jour, comme *Grenzfall* ("Cas limite"), des liens se créent clandestinement avec l'opposition dans les pays voisins
- Janvier 1989 : Répression contre une manifestation en commémoration de l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Des militants du mouvement *Initiative pour la paix et les droits de l'homme* sont arrêtés et exilés... en Allemagne de l'Ouest.



Photos : - Les deux Allemagne avant la réunification
- Erich Honecker et Leonid Brejnev

Des manifestations régulières...

- Manifestations de plus en plus importantes tous les lundis, le soir, aux bougies, devant l'église St Nicolas de Leipzig, pour demander la liberté et la réunification de l'Allemagne : « *Nous sommes **un** peuple !* ». Y intervient régulièrement le chef d'orchestre du *Gewandhaus*, Kurt Masur.
- Octobre 1989 : célébration des cérémonies du 40^{ème} anniversaire de la République Démocratique Allemande (RDA). Création du *Neues Forum* ("Nouveau forum"), premier parti politique dissident.



Photos : - L'église St Nikolaus de Leizig les lundis soirs
- « Nouveau forum, nouvel espoir »

... jusqu'à l'effondrement du régime et du mur de Berlin



- Lundi 9 octobre à Leipzig : 70 000 manifestants, malgré la forte présence de la police politique, la *Stasi*. Lundi 16 octobre, environ 170 000 personnes en présence des télévisions occidentales.



- 9 novembre 1989 : le mur de Berlin tombe sous les assauts pacifiques de la population des deux côtés du mur.

4 - Tchécoslovaquie



- 1977 : création de la *Charte 77*, groupement informel d'intellectuels (le dramaturge Vaclav Havel, le philosophe Jan Patočka, etc.) qui défend les droits de l'homme. Ce mouvement, constamment harcelé par la police, devient l'emblème de l'opposition au régime et publie un bulletin d'information clandestin.



Vaclav Havel est condamné à la prison. Il y écrit son essai *Le pouvoir des sans pouvoir*, appel à la résistance non-violente.

Photos : - Vaclav Havel en 1977

- Jan Patočka, mort le 13 mars 1977 d'une hémorragie cérébrale à la suite d'un interrogatoire très éprouvant par la police

Janvier 1989 : Jan Palach est de retour

- Août 1988 : 20^{ème} anniversaire de l'intervention militaire soviétique qui mettait fin au "Printemps de Prague". Une pétition pour la liberté recueille rapidement 50 000 signatures.
- 16 janvier 1989 : Une manifestation à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'immolation par le feu de Jan Palach est brutalement réprimée.
V. Havel qui avait déposé une gerbe sur la tombe de Jan Palach (et qui avait déjà passé 4 ans et demi en prison) est condamné par le pouvoir le 21 février à 9 mois de prison ferme.
Il sera libéré le 16 mai.

Photos : - Gustav Husak, Président de la République de 1975 à 1989
- Le mémorial à Jan Palach sur la place Wenceslas



Manifestations en août et en novembre 1989

L'indignation populaire marque le début de la *Révolution de velours*.



- 21 août 1989 : Manifestations commémoratives contre l'occupation du pays le 21 août 1969
- Marche de protestation à Bratislava le 16 novembre, manifestation violemment dispersée à Prague le 17 novembre 1989 (15 000 étudiants, 600 blessés), le 19 novembre (200 000 manifestants) puis le 20 novembre (500 000). Des policiers qui ont participé à la répression s'excusent publiquement.

18 mouvements indépendants créent *Obšancé Forum* ("Forum civique").

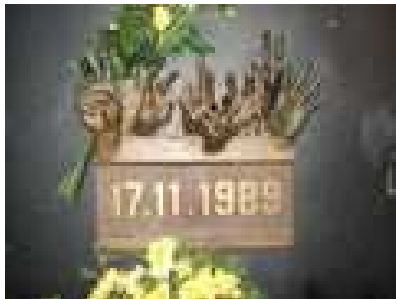


L'effondrement du régime communiste



21 novembre 1989 : le primat Francisek Tomasek accorde son soutien aux manifestants.

27 novembre : une grève générale proposée par les étudiants des grandes écoles paralyse le pays durant deux heures.



28 novembre : le Parti communiste tchécoslovaque annonce qu'il abandonne sa mainmise sur le pouvoir politique.

5 décembre : les barbelés sont retirés des frontières ouest-allemande et autrichienne.

Photos : - Manifestation à Prague en novembre 1989
- Mémorial à la manifestation du 17 nov. 1989

Le retour de la démocratie

- 10 décembre 1989 : premier gouvernement largement non communiste depuis 1948.
- 29 décembre 1989 : Alexandre Dubcek devient président du Parlement, Vaclav Havel est élu Président de la République.
- Juin 1990 : premier gouvernement démocratique.
- 31 décembre 1992 : séparation en douceur de la Tchéquie et de la Slovaquie.



Photos : - Vaclav Havel Président de la République
- La scission de la Tchécoslovaquie



5 - Roumanie

- 2^{ème} moitié de décembre 1989 : les habitants de Timisoara, puis de Bucarest, protestent contre le régime de Nicolae Ceausescu
- 16 au 21 décembre : Manifestations à Timisoara contre l'expulsion d'un pasteur protestant, Laszlo Tökes, membre de la minorité hongroise. La *Securitate* (services spéciaux) tire sur les manifestants, les chars interviennent. Le 21 décembre, 100 000 personnes manifestent aux cris de « *Nous sommes le peuple ! L'armée avec nous !* »

Photo : Nicolae Ceausescu



Des manifestations de plus en plus fortes



- 21 décembre 1989 : Une manifestation organisée par la *Securitate* en faveur de Ceausescu, diffusée en direct à la télévision, se transforme en une démonstration massive de protestation contre le régime.

Au bout de 8 minutes de discours du président, la foule crie « *Timisoara* ». Le dictateur est obligé d'interrompre son discours. La retransmission télévisée est coupée peu après.



- 22 décembre : De plus en plus de gens sortent dans la rue, l'armée réprime le mouvement, les manifestants envahissent le siège du Parti communiste.

La fin du régime communiste

- Les époux Ceausescu s'enfuient et sont fusillés le 25 décembre après un simulacre de procès.

La Roumanie est le seul pays de l'Est où la chute du communisme a été sanglante : 1 104 morts et 3 321 blessés. Plusieurs centaines de soldats et de civils sont morts en se tirant dessus mutuellement, chaque groupe pensant défendre la démocratie contre la dictature Ceausescu...



6 – Pays baltes (1991)

Les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) étaient occupés par l'Union soviétique depuis 1944.

En 1990, l'indépendance des pays baltes est proclamée, la constitution soviétique est officiellement abolie par les séparatistes et est remplacée par des lois locales.

Des barricades sont construites ainsi que des postes-frontières pour séparer la Russie et la Biélorussie des pays baltes.

Les autorités soviétiques choisissent en janvier 1991 de "restaurer l'ordre constitutionnel par la force".

Le 8 janvier 1991, Vitautas Landsbergis (photo), chef du gouvernement démocrate indépendantiste de Lituanie, appelle à une levée en masse de civils pour protéger la tour de transmission de télévision. L'attaque des manifestants par les hélicoptères soviétiques est retransmise à la télévision.



Des barricades humaines



Dans la nuit du 12 au 13 janvier 1991, la *Force Alpha* du KGB se dirige vers la tour de la télévision et de la radio nationale de Lituanie.

Afin de protéger ces structures, il se forme des barricades humaines. Suite aux affrontements entre les civils et les troupes soviétiques, on déplorera 13 morts lituaniens et 700 blessés.

Quelques heures plus tard, la population désarmée protège le Parlement de la jeune république qui risque d'être attaquée à son tour par les chars de l'Armée rouge.

À la suite d'importantes manifestations (rassemblant jusqu'à 50 000 personnes à Vilnius,) et dans tout le bloc de l'Est (notamment en Pologne et en Ukraine), les troupes soviétiques se retirent le 13 et le 25 janvier 1991.



Photos : - Tour de transmission de la télévision à Vilnius.

- Mémorial dédié aux victimes de l'assaut de la tour en janvier 1991

La résistance dans les pays baltes (1991)

En février-mars 1991, des consultations officielles sont organisées montrant la forte mobilisation des Baltes pour leur indépendance : 90 % en Lituanie, 77 % en Estonie et 73 % en Lettonie.

L'échec du putsch soviétique d'août 1991 - où la ligne dure des communistes ne parvient pas à prendre le pouvoir - permet aux pays baltes de déclarer leur indépendance politique, que de nombreux pays occidentaux s'empressent de reconnaître.

Ayant perdu toute marge de manœuvre, Moscou se voit obligé de suivre le mouvement et reconnaît leur indépendance le 4 septembre 1991, trois mois avant que ne disparaisse l'Union soviétique.

Photos : manifestation à Vilnius le 13

janvier 1991



Conclusion



Les régimes communistes de l'Europe de l'Est se sont effondrés comme des dominos quand les citoyens ont **cessé d'avoir peur** et de **collaborer avec le système**.

« Nous nous sommes tous habitués au système totalitaire, nous l'avons accepté comme un fait intangible et entretenu par nos soins. Autrement dit : nous tous - naturellement chacun à sa propre mesure - nous sommes responsables de la dérive de la machine totalitaire. Personne d'entre nous n'en est pure victime, nous sommes tous en même temps ses cofondateurs . »

Vaclav Havel, vœux télévisés à ses concitoyens,

1^{er} janvier 1990

